

LE DROIT DE VISITE ET DE CONSULTATION DES CONSEILLERS COMMUNAUX

L'article 1522-3 § 1^{er} du Livre 5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation stipule que :

« Les conseillers communaux des communes associées peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion des intercommunales.

Les conseillers communaux des communes associées peuvent visiter les bâtiments et services de l'intercommunale.

Sont exclus du bénéfice des droits de consultation et de visite visés aux alinéas précédents les conseillers communaux élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Les modalités des droits de consultation et de visite visés aux alinéas précédents sont définies dans le plan stratégique visé au paragraphe 3. La définition de ces modalités n'est pas suspensive de l'exercice des droits de consultation et de visite des conseillers communaux. »

En sa séance du 27 octobre 2004, le conseil d'administration d'I.E.H. a fixé ces modalités de consultation comme suit :

« La consultation des documents des organes de gestion de l'intercommunale et les visites des bâtiments et services de l'intercommunale par les conseillers communaux des communes associées ont lieu sur demande. La demande indique clairement le ou les documents qui seront consultés ainsi que le ou les bâtiment(s) et/ou service(s) concerné(s). Cette demande est adressée par écrit au Conseil d'Administration de l'intercommunale.

L'intercommunale peut rejeter ou postposer une demande de consultation et/ou de visite d'un service ou d'un bâtiment dans la mesure où la demande :

- 1° est formulée de façon manifestement vague ;
- 2° peut manifestement porter atteinte à la sécurité du demandeur ;
- 3° peut perturber le fonctionnement du service ou du bâtiment.

Lorsque l'intercommunale ne peut réserver de suite immédiate à une demande de consultation et/ou de visite, ou lorsqu'elle rejette une telle demande, elle doit communiquer, dans un délai de trente jours de la réception de la demande, les motifs d'ajournement ou de rejet. »